

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

25 MARS 2014

Proposition de loi modifiant l'article 1649^{quater}, §4, du Code civil, relatif à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation en ce qui concerne le défaut de conformité

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
M. LAAOUEJ

I. INTRODUCTION

La proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport est soumise à la procédure bicamérale facultative et a été déposée au Sénat le 12 juin 2012 (doc. Sénat, n° 5-1665/1).

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

25 MAART 2014

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1649^{quater}, §4, van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen wat het gebrek aan overeenstemming betreft

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **LAAOUEJ**

I. INLEIDING

Dit optioneel bicameraal wetsvoorstel werd in de Senaat ingediend op 12 juni 2012 (zie stuk Senaat nr. 5-1665/1).

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

Présidente/Voorzitster : Fauzaya Talhaoui.**Membres/Leden :**

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Lieve Maes, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Etienne Schouppe.
sp.a	Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Moraël.
cdH	Bertin Mampaka Mankamba.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Bart De Nijn, Inge Faes, Lies Jans, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winkel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.
Dirk Claes, Cindy Franssen, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Fatma Pehlivan, Guy Swennen.
Jean-Jacques De Gucht, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-1665 - 2011/2012 :**

N° 1 : Proposition de loi de Mme Fatiha Saïdi et consorts.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-1665 - 2011/2012 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de mevrouw Fatiha Saïdi c.s.

La commission l'a examinée au cours de ses réunions des 26 février 2014 et 25 mars 2014, en présence de M. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord.

II. DISCUSSION

Mme Saïdi, auteure de la proposition de loi, explique que celle-ci vise à adapter la loi du 1^{er} septembre 2004, qui offre au consommateur une protection légale en cas de défaut de conformité d'un bien de consommation acheté chez un vendeur professionnel, pendant une période de deux ans à partir de la délivrance du bien.

Cette garantie s'applique également à l'installation des biens de consommation. C'est le vendeur qui doit répondre de tout défaut de conformité (ou d'installation) et la loi lui impose différents modes de remédiation allant de l'échange ou de la réparation à la réduction du prix voire à la résolution du contrat, sous certaines conditions.

Tout défaut de conformité constaté dans les six premiers mois à dater de la délivrance du bien est présumé exister au moment de la délivrance du bien. L'inversion de la charge de la preuve réduit de fait la protection pleine et entière des consommateurs à une durée maximale de six mois.

Passé le délai de six mois de la garantie légale, la charge de la preuve s'inverse et le consommateur est tenu de prouver que la non-conformité du produit existait au moment de la délivrance du bien, mais qu'elle s'est seulement manifestée plus tard.

Pour le consommateur, apporter la preuve de la non-conformité d'un produit l'oblige à une ou des expertises longues et onéreuses. Ester en justice représente un coût important et souvent supérieur au montant du litige en question. La saisine du tribunal est d'autant plus découragée et rare que les montants en jeu sont modestes. Le temps et l'argent nécessaires au consommateur pour lancer et faire aboutir ces démarches sont conséquents et constituent des freins à l'application de ses droits. Aucun consommateur ne peut, dès lors, prétendre à des dommages et intérêts en la matière ou tout simplement faire valoir ses droits.

Pour assurer la sécurité juridique, fondement de notre État de droit, et contrecarrer ce que les juristes appellent le « droit flou » dont pâtit l'ensemble de la société, il y a lieu pour le législateur de présenter aux citoyens une norme, facteur de sécurité et non une règle facteur d'inquiétude et d'incertitude.

Les associations de consommateurs, parmi lesquelles *Test Achats*, dénoncent depuis de nombreuses

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 26 februari 2014 en 25 maart 2014 in het bijzijn van de heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee.

II. BESPREKING

Mevrouw Saïdi, indienster van het wetsvoorstel, licht toe dat het wetsvoorstel de aanpassing beoogt van de wet van 1 september 2004. Die biedt de consument, bij gebrek aan overeenstemming van een goed dat bij een professionele verkoper werd gekocht, een wettelijke bescherming gedurende een periode van twee jaar vanaf de levering van het goed.

Die garantie geldt ook voor de installatie van de consumptiegoederen. De verkoper is aansprakelijk voor elk gebrek aan overeenstemming (of voor elke verkeerde installatie) en de wet legt hem verscheidene manieren van herstel op gaande van vervanging of herstelling tot de vermindering van de prijs of, onder bepaalde voorwaarden, de ontbinding van het contract.

Elk gebrek aan overeenstemming vastgesteld binnen zes maanden vanaf de levering van het goed wordt verondersteld te bestaan op het tijdstip van levering van het goed. De omkering van de bewijslast beperkt de volledige bescherming van de consument feitelijk tot een periode van maximaal zes maanden.

Zodra de termijn van zes maanden wettelijke garantie voorbij is, wordt de bewijslast omgekeerd en moet de consument bewijzen dat de niet-overeenstemming van het product bestond op het tijdstip van levering van het goed, maar dat ze pas later duidelijk is geworden.

Het bewijs van niet-overeenstemming leveren, verplicht de consument tot een of meer lange en dure deskundigenonderzoeken. In rechte optreden is duur. Het kost vaak meer dan het betwiste bedrag. Omdat het om lage bedragen gaat, heeft men zelden de moed een zaak aanhangig te maken. Het kost de consument heel wat tijd en geld om die initiatieven te nemen en tot een goed einde te brengen, wat hem afremt in de uitoefening van zijn rechten. Geen enkele consument kan bijgevolg aanspraak maken op schadevergoeding in dergelijk geval of gewoon zijn rechten laten gelden.

Om de rechtszekerheid, de grondslag van onze rechtsstaat, te verzekeren en om wat juristen de grijze zone van het recht noemen tegen te gaan, iets waar heel onze samenleving onder lijdt, moet de wetgever de burgers een norm, een zekerheidsfactor bieden en geen onrust- en onzekerheidsfactor.

De consumentenverenigingen, waaronder *Test Aankoop*, klagen reeds jarenlang de onvolkomenheden

années les insuffisances de la garantie légale. La difficulté voire l'impossibilité pour le consommateur d'apporter la preuve de la non-conformité d'un bien durant la période de six mois à deux ans après son acquisition, a généré sur le territoire belge un marché parallèle en matière de garantie.

Pour atteindre l'objectif de la proposition de loi, il y a lieu de modifier l'article 1649^{quater}, § 4, du livre III, titre VI, chapitre IV, section IV, du Code civil.

M. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord, confirme qu'il y a actuellement des problèmes en ce qui concerne la garantie. Le délai de garantie est aujourd'hui de deux ans, et il n'y a aucune discussion à ce sujet. Mais si un problème survient durant les six premiers mois qui suivent l'achat, le délai de garantie recommence manifestement à courir pour une période de deux ans. La durée de la garantie peut ainsi s'élever à quatre ans au maximum.

Il n'y a là aucune contradiction avec le droit européen, qui permet d'aller plus loin que ce que la directive prévoit. Le problème qui se pose actuellement est un manque de connaissance de la loi. Peu de gens savent à quoi s'en tenir exactement, et le ministre n'est pas en mesure de dire, pour l'instant, si la loi proprement dite pose problème. Le SPF Économie va se pencher attentivement sur cette question cette année, en concertation avec l'inspection économique et en mettant l'accent sur le problème de la méconnaissance et du non-respect de la loi actuelle. Il y a ainsi, par exemple, de nombreuses grandes entreprises qui ne respectent pas le délai de garantie de deux ans. Le nouveau système des médiateurs des consommateurs sera axé sur cet aspect, ce qui devrait permettre de renforcer considérablement la position du consommateur.

Il n'est pas évident de savoir si la proposition de Mme Saïdi permettra de résoudre le problème. Le ministre s'en remet à la sagesse du Sénat.

Mme Saïdi a pris longuement connaissance de la directive européenne 99/44/CE; elle ne pense pas qu'il y ait un conflit en ce qui concerne le délai de deux ans. Pour ce qui est de la garantie légale, il n'est pas uniquement question du délai de la preuve à fournir par le consommateur. Après six mois, c'est au consommateur qu'il incombe de prouver que la chose achetée présente un défaut. Il doit, pour ce faire, entamer une procédure qui peut durer très longtemps et qui est très coûteuse. L'intervenante pense que remplacer le délai de six mois par un délai de deux ans ne pose aucun problème de cohérence avec la loi existante du 1^{er} septembre 2004 et que cela contribuera, au contraire, à clarifier les choses pour le consommateur.

van de wettelijke garantie aan. Omdat het moeilijk of zelfs onmogelijk is voor de consument om te bewijzen dat een goed niet in overeenstemming is gedurende de periode van zes maanden tot twee jaar na de aankoop ervan, is op het Belgisch grondgebied een parallelle garantiemarkt ontstaan.

Om de doelstelling van het wetsvoorstel te bereiken, moet artikel 1649^{quater}, § 4, van boek III, titel VI, hoofdstuk IV, afdeling IV, van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee, bevestigt dat er momenteel problemen zijn met de garantie. Momenteel bedraagt de garantietermijn twee jaar, daarover is geen discussie. Maar als er zich binnen de eerste zes maanden na de aankoop een probleem voordoet, herbegint de termijn blijkbaar en gaat opnieuw een periode van twee jaar in. De garantietermijn kan zo tot maximaal vier jaar oplopen.

Dat is niet in strijd met het Europees recht, dat de mogelijkheid geeft verder te gaan dat wat in de richtlijn bepaald wordt. Het probleem momenteel is de kennis omtrent de wet. Weinig mensen weten waar ze zich precies aan moeten houden. De minister kan momenteel niet zeggen of de wet zelf een probleem stelt. De FOD economie zal hieraan dit jaar, samen met de economische inspectie, uitgebreid aandacht besteden, vooral aan het aspect rond de onwetendheid en het niet-respecteren van de huidige wet. Er zijn bijvoorbeeld talrijke grote bedrijven die zich niet houden aan de garantietermijn van twee jaar. Het nieuwe systeem van ombudsmannen van de consument zal hierrond werken, wat een belangrijke versterking van de positie van de consument met zich mee zal brengen.

Of het voorstel van mevrouw Saïdi een oplossing zal bieden voor de problematiek, is niet helemaal duidelijk. De minister schikt zich naar de wijsheid van de Senaat.

Mevrouw Saïdi heeft uitgebreid kennis genomen van de Europese richtlijn 99/44/EG en meent dat er zich geen conflict voordoet inzake de termijn van twee jaar. Wat betreft de wettelijke garantie gaat het niet enkel om de termijn van het bewijs dat de consument moet leveren. Na zes maanden is het de consument die moet bewijzen dat er een gebrek is aan zijn zaak. Hij moet een procedure starten die zeer lang kan aan slepen en zeer duur is. Spreekster denk dat de termijn van zes maanden vervangen door een termijn van twee jaar geen probleem stelt van coherentie met de bestaande wet van 1 september 2004 en zelfs bijdraagt tot meer duidelijkheid voor de consument.

M. Bellot renvoie à sa proposition de loi n° 5-2410 qui vise à adapter le même article. Elle n'a pas tout à fait le même objet, car elle concerne les tickets de caisse imprimés sur papier thermique, qui deviennent illisibles après un certain temps, avec tous les problèmes qui en découlent pour la détermination de la date certaine de prise de cours du délai de garantie.

M. Schouppe et Mme Maes déplorent le manque de temps laissé à la commission pour se prononcer sur la proposition de loi à l'examen. Ils ne la voteront pas.

III. VOTES

L'article 1^{er} est adopté par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 2 est adopté par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 3 est adopté par 7 voix contre 3.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté sans modification, par 7 voix contre 4.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,
Ahmed LAAOUEJ.

La présidente,
Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat n° 5-1665/3).**

De heer Bellot verwijst naar zijn wetsvoorstel nr. 5-2410 dat hetzelfde artikel aanpast. Het wetsvoorstel heeft niet identiek dezelfde doelstelling want het gaat over kassabonnen gedrukt op thermisch papier, die onleesbaar worden na verloop van tijd, wat een probleem stelt voor het bepalen van de zekere datum voor de garantie.

De heer Schouppe en mevrouw Maes verklaren zich niet akkoord met de snelheid waarmee de Commissie verplicht wordt zich uit te spreken over het wetsvoorstel. Zij zullen het wetsvoorstel niet stemmen.

III. STEMMINGEN

Artikel 1 wordt aangenomen met 7 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 2 wordt aangenomen met 7 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 3 wordt aangenomen met 7 tegen 3 stemmen.

Het wetsvoorstel in zijn geheel wordt ongewijzigd aangenomen met 7 tegen 4 stemmen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,
Ahmed LAAOUEJ.

De voorzitter,
Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1665/3).**